

E 4400

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2008-2009

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 3 avril 2009

Annexe au procès-verbal de la séance
du 3 avril 2009

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virement de crédits n° DEC 3/2009 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2009 (DNO).



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 31 mars 2009 (01.04)
(OR. en)**

7727/09

FIN 82

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Madame Dalia GRYBAUSKAITE, membre de la Commission européenne,
Date de réception: 31 mars 2009
Destinataire: Monsieur Miroslav KALOUSEK, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC 3/2009 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2009 (DNO)

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC 3/2009.

p.j.: DEC 3/2009



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BUDG/A7/2009/D/1268

BRUXELLES, LE 17/03/2009

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2009
SECTION III - COMMISSION TITRES 02, 06, 07, 08, 09, 15, 17

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 03/2009

DÉPENSES NON OBLIGATOIRES

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 40 01 RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES

POSTE 02 01 02 01 Personnel externe	CND	- 325 670
POSTE 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 326 561
ARTICLE 02 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Entreprises»	CND	- 245 990
POSTE 06 01 02 01 Personnel externe	CND	- 244 582
POSTE 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 339 214
ARTICLE 06 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Énergie et transports»	CND	- 312 520
POSTE 07 01 02 01 Personnel externe	CND	- 264 193
POSTE 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 331 158
ARTICLE 07 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Environnement»	CND	- 211 531
POSTE 08 01 02 01 Personnel externe	CND	- 12 466
POSTE 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 42 478
ARTICLE 08 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Recherche»	CND	- 33 095
POSTE 09 01 02 01 Personnel externe	CND	- 132 531
POSTE 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 123 748
ARTICLE 09 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Société de l'information et médias»	CND	- 145 002
POSTE 15 01 02 01 Personnel externe	CND	- 188 072

POSTE 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 261 488
ARTICLE 15 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Éducation et culture»	CND	- 172 296
POSTE 17 01 02 01 Personnel externe	CND	- 330 477
POSTE 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	- 598 479
POSTE 17 01 03 01 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»: siège	CND	- 259 979

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0201 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises»

POSTE - 02 01 02 01 Personnel externe	CND	325 670
POSTE - 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	326 561
ARTICLE - 02 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Entreprises»	CND	245 990

AU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie et transports»

POSTE - 06 01 02 01 Personnel externe	CND	244 582
POSTE - 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	339 214
ARTICLE - 06 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Énergie et transports»	CND	312 520

AU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement»

POSTE - 07 01 02 01 Personnel externe	CND	264 193
POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	331 158
ARTICLE - 07 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Environnement»	CND	211 531

AU CHAPITRE - 0801 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche»

POSTE - 08 01 02 01 Personnel externe	CND	12 466
POSTE - 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	42 478
ARTICLE - 08 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Recherche»	CND	33 095

AU CHAPITRE - 0901 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias»

POSTE - 09 01 02 01 Personnel externe	CND	132 531
POSTE - 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	123 748
ARTICLE - 09 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Société de l'information et médias»	CND	145 002

AU CHAPITRE - 1501 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»

POSTE - 15 01 02 01 Personnel externe	CND	188 072
POSTE - 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	261 488

ARTICLE - 15 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipement s, de mobilier et de services du domaine politique «Éducation et culture»	CND	172 296
AU CHAPITRE – 1701 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»		
POSTE - 17 01 02 01 Personnel externe	CND	330 477
POSTE - 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	598 479
POSTE - 17 01 03 01 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»: siège	CND	259 979

Lors de la deuxième lecture du projet de budget 2009, le Parlement européen a placé 4,9 millions d'EUR en réserve pour le «Personnel externe et autres dépenses de gestion» et les «Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services» dans des domaines politiques comportant le financement d'agences exécutives.

La condition fixée par le Parlement européen pour libérer cette réserve est la suivante:

- L'APB 2009 comporte des crédits destinés à six agences exécutives qui disposeront de 1 309,5 équivalents temps plein (ETP). Par ailleurs, seuls 189 postes ont été gelés et libérés à la Commission. Les crédits inscrits dans l'APB pour les six agences s'élèvent à 143,5 millions d'EUR et proviennent intégralement des enveloppes allouées au programme. **La réserve pourrait être libérée à condition que, pour le 1^{er} mai 2009 au plus tard, la preuve soit apportée que tous les postes prévus à la Commission seront effectivement libérés en 2009, conformément aux prévisions effectuées lors de la création de l'agence exécutive.**

Une note (voir en annexe) donne une vue d'ensemble des postes «libérés» et redéployés au sein de la Commission, à la suite de la création ou de l'extension d'agences exécutives. Quelque 131 postes sur un total de 159 à libérer selon les hypothèses initiales ont effectivement été libérés entre 2005 et 2009. 71 postes supplémentaires devraient être libérés au cours de la période 2010 - 2012. Les postes libérés à la suite du transfert, à des agences exécutives, de tâches qui incombait aux services de la Commission sont redéployés chaque année pour prendre en charge les priorités politiques et permettre à la Commission de se concentrer sur ses missions essentielles. Dans le cadre du dialogue structuré avec le Parlement européen, l'autorité budgétaire est informée chaque année de ces priorités et redéploiements dans l'APB.

La Commission considère que les conditions fixées par le Parlement européen pour la libération de la réserve ont été remplies. Les crédits inscrits dans la réserve sont nécessaires pour permettre la mise en œuvre des activités prévues pour 2009. En conséquence, la Commission demande que cette réserve soit libérée.

Virement DEC 03/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 02 01 - Personnel externe								
CND	325.670	0	0	0	325.670	-325.670	-100,00%	0
02 01 02 01 - Personnel externe								
CND	6.187.732	0	0	5.151.792	1.035.940	325.670	5,26%	1.361.610
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	326.561	0	0	0	326.561	-326.561	-100,00%	0
02 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	6.204.659	0	0	3.708.982	2.495.677	326.561	5,26%	2.822.238
02 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Entreprises »								
CND	0	0	0	0	0	245.990	0,00%	245.990
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 03 Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Entreprises »								
CND	245.990	0	0	0	245.990	-245.990	-100,00%	0
06 01 02 01 - Personnel externe								
CND	4.647.058	0	0	4.169.129	477.929	244.582	5,26%	722.511
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 06 01 02 01 - Personnel externe								
CND	244.582	0	0	0	244.582	-244.582	-100,00%	0
06 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	6.445.072	0	0	2.033.458	4.411.614	339.214	5,26%	4.750.828
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 06 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	339.214	0	0	0	339.214	-339.214	-100,00%	0
06 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Énergie et transports »								
CND	5.937.887	0	0	2.998.635	2.939.252	312.520	5,26%	3.251.772
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 06 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Énergie et transports »								
CND	312.520	0	0	0	312.520	-312.520	-100,00%	0
07 01 02 01 - Personnel externe								
CND	5.019.668	0	0	4.268.347	751.321	264.193	5,26%	1.015.514
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 02 01 - Personnel externe								
CND	264.193	0	0	0	264.193	-264.193	-100,00%	0
07 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	6.291.997	0	0	4.115.418	2.176.579	331.158	5,26%	2.507.737
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	331.158	0	0	0	331.158	-331.158	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Environnement »								
CND	211.531	0	0	0	211.531	-211.531	-100,00%	0
07 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique « Environnement »								
CND	0	0	0	0	0	211.531	0,00%	211.531
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 02 01 - Personnel externe								
CND	12.466	0	0	0	12.466	-12.466	-100,00%	0

Virement DEC 03/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
08 01 02 01 - Personnel externe								
CND	236.859	0	0	57.237	179.622	12.466	5,26%	192.088
08 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	807.075	0	0	226.901	580.174	42.478	5,26%	622.652
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	42.478	0	0	42.478	0	-42.478	-100,00%	0
08 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Recherche»								
CND	628.793	0	0	317.542	311.251	33.095	5,26%	344.346
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Recherche»								
CND	0	0	0	0	0	-33.095	0,00%	-33.095
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 02 01 - Personnel externe								
CND	132.531	0	0	0	132.531	-132.531	-100,00%	0
09 01 02 01 - Personnel externe								
CND	2.518.093	0	0	1.988.688	529.405	132.531	5,26%	661.936
09 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.351.204	0	0	1.229.281	1.121.923	123.748	5,26%	1.245.671
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	123.748	0	0	0	123.748	-123.748	-100,00%	0
09 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Société de l'information et médias»								
CND	0	0	0	0	0	145.002	0,00%	145.002
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Société de l'information et médias»								
CND	145.002	0	0	0	145.002	-145.002	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 02 01 - Personnel externe								
CND	188.072	0	0	0	188.072	-188.072	-100,00%	0
15 01 02 01 - Personnel externe								
CND	3.573.358	0	0	3.123.724	449.634	188.072	5,26%	637.706
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	261.488	0	0	0	261.488	-261.488	-100,00%	0
15 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	4.968.263	0	0	1.684.664	3.283.599	261.488	5,26%	3.545.087
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Éducation et culture»								
CND	0	0	0	0	0	-172.296	0,00%	-172.296
15 01 03 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Éducation et culture»								
CND	3.273.615	0	0	1.653.177	1.620.438	172.296	5,26%	1.792.734
17 01 02 01 - Personnel externe								
CND	6.279.057	0	655.845	5.604.167	1.330.735	330.477	5,26%	1.661.212
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 02 01 - Personnel externe								

Virement DEC 03/2009

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
CND	330.477	0	0	0	330.477	-330.477	-100,00%	0
17 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	11.371.096	0	-655.845	8.008.458	2.706.793	598.479	5,26%	3.305.272
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	598.479	0	0	0	598.479	-598.479	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 03 01 - Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»: siège								
CND	259.979	0	0	0	259.979	-259.979	-100,00%	0
17 01 03 01 — Dépenses relatives aux achats d'équipements, de mobilier et de services du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»: siège								
CND	4.939.595	0	0	2.494.498	2.445.097	259.979	5,26%	2.705.076
					Total PRÉLÈVEMENT CND	- 4.901.530		
					Total RENFORCEMENT CND	4.901.530		

Executive Agencies – Impact on 'Freed posts' in the Commission

1. INTRODUCTION

Further to the Parliament's request for additional information, as expressed in the conditions set for the release of the reserve on some administrative expenditure lines of parent DGs in the context of the 2009 Budget, this note presents both the concept and the current state of play as regards 'freed posts' in the Commission, following the creation or extension of executive agencies.

2. IMPACT OF EXECUTIVE AGENCIES ON 'FREED POSTS' IN THE COMMISSION

2.1 The concept of 'freed posts'

As foreseen in Article 13 § 6c of the framework regulation¹, the creation of executive agencies leads to 'freed' posts in the Commission: tasks transferred from Commission services to executive agencies free Commission resources for redeployment to other priorities in the annual allocation of human resources. In accordance with the budgetary procedure and the principle of transparency, the Commission informs the Budgetary Authority of its intentions as regards the redeployment of those freed administrative posts².

2.2 Redeployment of freed posts

The freed posts have been redeployed progressively in successive Annual Policy Strategy (APS) exercises since 2005, including in APS 2010, to serve the priorities identified by the Commission and by the Budgetary Authority during the various budget procedures. Thanks to these freed and redeployed posts, the Commission has been able to meet new priorities without any new request for additional posts. Accordingly, the redeployment of freed posts is a decisive element for managing human resources efficiently:

- the Commission re-focuses its attention and staff on its core tasks, i.e. the development and monitoring of policies under the Treaty, whereas
- implementation of programmes or programme strands, where no political decision-making implying discretionary powers is involved, is delegated to dedicated executive agencies.

2.3 Executive agencies and 'freed posts': practical implications

Essentially, the question whether and to what extent the creation of an executive agency leads to freed posts depends on whether the executive agency takes over the responsibility for an existing programme from the Commission services and/or from former technical and administrative support service providers (from the former 'BAT', for instance for the programmes in the field of education and competitiveness and innovation).

As a specific case, a completely new programme, such as the *Ideas* programme for which the European Research Council executive agency (ERC) will take full responsibility, does not lead to any freed posts, as no tasks are transferred from the Commission to the agency³.

¹ Council Regulation (EC) No. 58/2003 of 19 December 2002 ('the framework regulation') "lays down the statute of executive agencies to which the Commission, under its own control and responsibility, may entrust certain tasks relating to the management of Community programmes" (Article 1 of the framework regulation).

² For instance, Preliminary Draft Budget 2009, Volume 0 ("general introduction"), COM (2008) 300, p. 48.

³ In this context, it is worth recalling that the total number of research posts in the dedicated establishment plan stays at the 2006 level, whereas the size of the 7th Framework Programme for Research & Development will double between 2006 and 2013.

3. TABLE OVERVIEW 'FREED POSTS': CURRENT STATE OF PLAY

The table below shows the initial assumptions as regards freed posts at the time of the creation or extension of the agencies (159 posts to be freed and redeployed), as well as the current situation (Budget 2009). For the period 2005 – 2009, the overall number of actually freed posts amounts to 131. A further 71 posts are to be freed over the period 2010 -2012.

The total number of posts actually freed and to be freed ($131 + 71 = 202$) is higher than the initial assumptions (159 posts), due to the return to the Commission of officials formerly seconded to executive agencies.

In accordance with Article 38.c of the Staff Regulations, at the end of every six months, the official concerned may request that his secondment be terminated. Upon return of the previously seconded official, the "frozen" post in the establishment plan of the Commission⁴ is "unfrozen", and added to the pool of freed posts available for redeployment (see section 2.1 above).

⁴ In accordance with Article 18 §2b of Framework Regulation 58/2003, a number of posts corresponding to the number of Commission officials seconded to executive agencies is without budgetary coverage in the establishment plan of the Commission and generates a corresponding reduction of administrative appropriations in the Commission Budget.

Executive Agency	Initial assumption on posts to be freed up to 2012	Establishment plan posts actually freed & redeployed between 2005 to 2009	Establishment plan posts to be freed & redeployed in 2010	Establishment plan posts to be freed in 2011 - 2012	
Operating Budget	EACI	- Creation of the agency	8	-	
		- Extension of the agency ⁽¹⁾	20	1	
	EACEA	- Creation of the agency	12	9 ^(2ter)	9 ^(2ter)
		- Extension of the agency ⁽²⁾	3	3	-
	EAHC	- Creation of the agency	10	-	-
		- Extension of the agency ⁽³⁾	12	9 ^(3ter)	-
TEN-T EA	- Creation of the agency	32	-	-	
	- Extension of the agency ⁽⁴⁾	24	-	-	
Research budget	ERC	-	-	-	
	REA	38	38	-	
Total	159 posts	131 posts	71 posts	71 posts	

(1): In 2007, the mandate of the former IIEEA agency (Intelligent Energy Executive Agency) was extended to the management of the 2nd "Intelligent Energy Europe" (IEE) programme, the "Entrepreneurship and Innovation Programme" (EIP) and the Marco Polo II programme; consequently, the IIEEA agency was transformed into "EACI" (Executive Agency for Competitiveness and Innovation)

(2): In 2008, the mandate of EACEA was extended with a view to the delegation of the management of Tempus and ICI programmes.

(2bis): This total includes the redeployment of 18 posts due to the return of a corresponding number of officials formerly seconded to EACEA.

(2ter): This number corresponds to the return of 9 officials seconded to EACEA with the redeployment of a corresponding number of posts. This number is without prejudice to the proposed delegation of the management of the Erasmus Mundus II programme to EACEA

(3): In 2008, the mandate of the former PHEA agency (Public Health Executive Agency) was extended to the management of the 2008-2013 Public Health programme, the 2007-2019 Consumer policy programme and Food Safety training programmes; consequently, the PHEA agency was transformed into "EAHC" (Executive Agency for Health and Consumers).

(3bis): This total includes the redeployment of 1 post due to the return of one official formerly seconded to PHEA.

(3ter): This total includes the redeployment of 1 post due to the return of one official formerly seconded to PHEA.

(4): In 2008, the mandate of TEN-T EA was extended with a view to the delegation of the management of 2007-2013 Trans-European Network Transport programmes.